



Les trous d'air de la conférence d'Annapolis

Par [Dan Lieberman](#)

Mondialisation.ca, 26 novembre 2007

[Palestine Chronicle](#) 26 novembre 2007

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

✘ Quand on examine la Conférence d'Annapolis qui approche, qui réunira, en face-à-face des premiers ministres, des ministres des AE et des ONG d'Israël, de l'Autorité palestinienne, de la Jordanie, de la Syrie et du Liban, on se rend compte à quel point on est loin de la réalisation d'une paix au Moyen-Orient, et à quel point Annapolis est loin de la Terre sur laquelle marchent d'autres que nous-mêmes. En tant que membre d'une délégation de six intrépides investigateurs, soutenue par le Conseil pour l'Intérêt National [Council for the National Interest (CNI)], une ONG sise à Washington qui œuvre avec acharnement afin de trouver des pistes vers une paix au Moyen-Orient, j'ai trouvé une brise d'espoir qui amenait les Israéliens et les Palestiniens à afficher un certain optimisme. Mais ce vent d'espoir a peu à peu perdu de sa force en Jordanie, il a très rapidement perdu de sa vitesse lorsque nous avons rencontré les vice-présidents de la Syrie, et il est devenu un vent mauvais tandis que nous rencontrions le Président, le Premier ministre et le ministre des AE du Liban, à la mi-novembre.

Notre quête d'une paix au Moyen-Orient débuta par une note discordante lors d'une rencontre avec le porte-parole du Gush Shalom [bloc de la paix], un certain Uri Avnery, l'avocat le plus connu d'une paix juste avec les Palestiniens. Uri recourut en effet aux mots « incertitude » et « vitrine » pour décrire la conférence projetée. Il ne lui semblait pas que le Hamas, avec lequel il entretient des rapports suivis, eût été enclin à parapher un morceau de papier, et il a fait part de son opinion que le Hamas ne conclurait qu'une « simple trêve », et non pas « un accord de paix ».

Le député à la Knesset du parti Kadima [droite] Amira Dotan a parlé d' « Annapolis en tant que symbole », dont le « succès marquerait le début [et non la conclusion] d'un [nouveau] processus ». Le vice-président de la Knesset, le Dr. Ahmed Tibi a, quant à lui, déclaré : « Les Etats-Unis devraient créer les conditions pour que cette conférence soit couronnée de succès. Son échec ne fera que renforcer le Hamas, le Hezbollah et l'axe Téhéran/Damas ». D'autres sources officielles étaient encore plus explicites, exprimant l'opinion qu'Israël est une armée dotée d'un Etat [et non l'inverse], et que son ministre de la Défense, Ehud Barak, est le principal coupable du blocage de toute initiative de paix.

Le paysage urbain de Ramallah, composé d'énormes HLM de parpaings blancs se détachant sur la terre brun foncé du paysage environnant masque, comme un déguisement, la dépendance et la pauvreté réelles du peuple palestinien. Les responsables de l'Autorité palestinienne [AP], en particulier le ministre des AE Riadh al-Maliki, s'est efforcé de se montrer optimiste au sujet de la conférence. Ces responsables veulent un calendrier exhaustif, se concluant par des conversations définitives, mais ils sont de plus en plus

motivés par « la terreur d'un échec » que par « les promesses d'un succès », et ils en sont réduits à des compromis à contre cœur, uniquement afin de permettre cette réunion. Le chef d'état-major du président Abbas, Rafiq Huseïni, a insisté sur le fait qu'Israël doit déplacer le mur de séparation afin de le faire coïncider avec la ligne verte [! ndt].

Le ministre de l'Intérieur, Abdel-Razzaq al-Yahya a, quant à lui, répété qu' « il n'y aura pas de solution à deux Etats si Israël ne se retire pas à l'intérieur de ses frontières de 1967 et s'il ne donne pas aux Palestiniens « l'oxygène dont ils ont besoin pour reprendre leur souffle ». Le manque d'oxygène étouffe en effet les Palestiniens, d'ores et déjà déchirés par une guerre intestine entre le Hamas et le Fatah, et par un conflit, avec certaines organisations, à Naplouse, qui sont une combinaison de criminels, de protestataires contre la déréliction sociale et économique, et des militants contre l'occupation israélienne. L'AP est impuissante, et on ne voit pas très bien comment elle pourrait négocier quoi que ce soit, et recevoir le soutien d'une majorité de Palestiniens, d'autant que ceux-ci continuent à souffrir de l'occupation israélienne - toujours aussi brutale - en Cisjordanie...

Les colonies israéliennes illégales ont détruit la vie palestinienne dans le centre d'Hébron. L'armée israélienne tentant d'évincer les colons, ceux-ci ont cassé des fenêtres et détruit beaucoup de petits commerces des Palestiniens. Pour une raison incompréhensible, les colons ont pu reprendre leurs positions illégales, et les commerces (mais aussi les habitations) des Palestiniens sont désormais vides, abandonnés. Afin d'imposer la présence des colons, des checkpoints israéliens (dits « sécuritaires ») ont été installés aux quatre entrées du marché de la ville. Ces colons revendiquent être propriétaires de biens qui auraient été « confisqués » à des juifs lors des émeutes contre les juifs d'Hébron remontant à 1929, mais ils sont bien incapables de produire le moindre acte de propriété concernant ces immeubles. Cette revendication d'un « droit collectif » a-t-elle la moindre base légale ? Contrastant violemment avec les faits accomplis illégaux et les récriminations fallacieuses des colons d'Hébron, les Palestiniens, qui ont des propriétés tout-à-fait légalement prouvées en Israël se voient interdire d'y recouvrer leurs biens !

Une muraille de séparation serpente à travers le territoire de la Cisjordanie, qui encercle totalement certaines villes cisjordaniennes, à l'instar de Qalqiliya et d'Abû Dîs. Les habitants ne peuvent sortir de ces villes, ni se rendre dans leurs écoles ou aller cultiver leurs champs. Le mur a, de plus, causé des accumulations d'eaux pluviales, créant d'énormes mares dans les quartiers d'habitation palestiniens. Ce mur totalement étanche comporte quelque 58 checkpoints fortifiés, un tous les dix kilomètres. Il y a, de plus, les checkpoints volants, les routes de contournement réservées aux colons, un projet de super-autoroute Nord/Sud réservée aux seuls Israéliens, des routes desservant des villages palestiniens coupées, et des restrictions d'accès à Jérusalem. Ces conditions restrictives ont séparé des communautés et des familles palestiniennes, étouffé l'économie palestinienne et fait obstruction à des échanges naguères quotidiens entre les deux peuples. Des autoroutes saucissonnent le territoire palestinien, séparant définitivement des fermes de leurs champs. L'inhumanité de toutes ces installations et de ces dispositions administratives dépasse l'entendement.

Rafiq Huseïni, du Hamas, a résumé l'attitude de l'AP en poussant un soupir, disant : « Ne vous en faites pas : n'est-ce pas la terre des miracles, ici ? Ce qu'il nous faudrait, c'est sans doute une réunion de prières !! »

Mais la Jordanie, elle aussi, est une terre de miracles. Sa capitale, Amman, escalade les multiples collines, avec son réseau sophistiqué de ponts, de tunnels et d'autoroutes

urbaines. Le trafic automobile est effrayant, et il ne s'arrête jamais, car il n'y a que trois ou quatre feux rouges dans l'ensemble de la métropole. La prospérité croissante et la stabilité fragile de ce pays dépend des investissements occidentaux, de privilèges spéciaux en matière d'exportations et de relations amicales avec les pays voisins, tout particulièrement avec Israël.

La dépendance vis-à-vis des investissements étrangers, la nécessité de faire face à l'afflux de 500 000 à 700 000 réfugiés irakiens, les problèmes non résolus posés par l'intégration d'une population palestinienne massive, à l'intérieur, tout en maintenant des relations amicales avec Israël, tels sont les contraintes qui président à la politique étrangère de la Jordanie. Le ministre jordanien des AE, Abdallah al-Khâtib, comme la plupart des dirigeants au Moyen-Orient, a considéré que le conflit israélo-palestinien était l'issue centrale qu'il faut nécessairement résoudre si l'on veut que la paix et la stabilité s'installent au Moyen-Orient. Il a avancé qu'Avigdor Lieberman, un extrémiste de l'immigration russe en Israël, était devenu extrêmement important dans l'ainsi dit « processus de paix ». Un autre haut responsable jordanien a mis les pieds dans le plat : il était extrêmement dubitatif sur Annapolis, il pensait qu'Israël ne veut pas de la paix, qu'il n'a pas la volonté politique de la rechercher, et qu'il veut se décharger sur la Jordanie du fardeau de Palestiniens déplacés supplémentaires. La ministre de la Planification, Suhâir al-Ali, aussi gracieuse et féminine qu'il est possible, fit la remarque que le souverain disparu, le Roi Hussein « était plutôt un politique », mais que le nouveau roi, Abdullah « est plus un économiste, ce qui l'intéresse avant tout, c'est le développement. » Elle n'avait qu'un seul souci en tête : « Peu important les résultats d'Annapolis ; l'essentiel, c'est de ne pas diaboliser l'Islam ».

Nous voici à Damas : cette ville est surprenante ! Vous vous attendez à une ville percluse de siècles, grise et poussiéreuse, encore aux prises avec un vingtième siècle laborieux. Et vous découvrez une métropole vibrante de vie, ultramoderne, sophistiquée, aux banlieues flambantes neuves, avec des périphs et des autoroutes urbaines qui ne déparent en rien le paysage urbain et une population amicale et sympathique. Jamais un regard courroucé, jamais un propos amer. Dommage que la Syrie soit encore soumise à un régime totalitaire qui ne tolère pas grand-chose en matière de liberté d'expression ! Accordons à ce pays le crédit d'avoir secouru les Palestiniens chassés de chez eux par Israël, qui ont construit leurs propres quartiers, mais qui restent néanmoins déterminés à retourner dans leur patrie ancestrale. Et rajoutons au crédit de ce pays ses sacrifices récents afin de permettre à un million deux cent mille Irakiens déplacés (comme la Jordanie, la Syrie refuse de qualifier ces Irakiens de 'réfugiés') de se mêler à sa population, en leur accordant des logements, un enseignement entièrement gratuit et l'accès à son système de santé. La Syrie mérite d'être saluée, car elle joue le rôle d'une soupape de sécurité devant les calamités résultant du déplacement de ces milliers de Palestiniens et d'Irakiens chassés de chez eux par une suite de guerres ininterrompue.

Sans surprise, le vice-président syrien chargé des Affaires étrangères, Farûq al-Shar', n'attendait pas grand-chose de la conférence d'Annapolis. Il pense que tous les partis politiques israéliens - sans exception - redoutent la paix, et il a le sentiment que c'est la politique américaine qui a encouragé Israël à agresser le Liban en juillet 2006 et à pérenniser le conflit. Israël est sur la voie du suicide, et dès lors que le décideur politique, aux Etats-Unis, serait israélien, les Etats-Unis seraient condamnés à l'échec. Le vice-président a démenti une croyance fort répandue, selon laquelle la Syrie s'opposerait à l'avenir à l'assistance directe étrangère aux Irakiens déplacés sur son territoire : les ONG et le gouvernement américain sont les bienvenus pour apporter leur aide. Le CNI (notre

organisation) a fait sensation en révélant à la presse américaine que le gouvernement syrien s'est engagé à filtrer les personnes déplacées d'Irak désireuses d'émigrer aux Etats-Unis.

La vice-présidente, ministre des Affaires culturelles, le Dr. Najâh al-Attâr, nous a accueillis avec force sourires, et beaucoup de sensibilité et d'empathie envers les peuples opprimés. Elle a dit qu' « il ne saurait y avoir de paix en l'absence de justice », elle a fait allusion à la destruction des Palestiniens et a fait observer que les juifs vivent en paix en Syrie, où ils sont prospères économiquement et où ils sont représentés au parlement. Il y a également une petite communauté juive dans le Nord de la Syrie, et chaque semaine, un rabbin fait le voyage, en avion, depuis la Turquie, pour le culte du shabbat, et afin de vérifier le caractère cachère des produits alimentaires.

Pas cachère, en revanche, notre excursion clandestine, afin de rencontrer un officiel « mineur » du Hamas, qui s'avéra être non moins que Khalid Mesh'al en personne, le chef officiel du Hamas, qui vit en exil à Damas ! Le monde a pris conscience de l'existence de Mesh'al après que le Mossad (service secret israélien) eut tenté de l'assassiner à Amman. Le roi Abdullah de Jordanie obligea Israël à lui fournir immédiatement l'antidote au poison administré par les agents israéliens à Mesh'al, en menaçant de pendre en public les agents du Mossad qui avaient essayé d'empoisonner le dirigeant du Hamas. Mesh'al ne colle pas du tout à l'image d'Epinal que les médias occidentaux véhiculent du fanatique aux yeux exorbités. Au contraire, c'est quelqu'un d'amical, de pondéré, et de très poli, prêt à écouter quiconque respecte un savoir-vivre équivalent.

Il nous a dit qu'Israël ne veut de la paix à aucun prix et que les deux parties à la négociation ne sont pas assez fortes pour faire avaler les résultats d'Annapolis à leur peuple respectif. Mesh'al ne définit pas dans le détail les positions du Hamas, mais il se réfère à une position palestinienne reconnaissant les frontières de 1967 et une position interarabe qui a reconnu la solution à deux Etats. Depuis 2002, Bush n'a cessé d'évoquer son soutien à une solution à deux Etats, mais où est-elle, cette solution ? Le dirigeant du Hamas s'attend à ce que la région devienne de plus en plus explosive. Néanmoins, si l'AP a le sentiment que les droits des Palestiniens ont été restitués, le Hamas saluera cette position. Il a proposé une 'hudna' (trêve), et si Israël y répond positivement, le Hamas ne s'érigera pas en obstacle à la paix. Au cas où le Droit au Retour resterait le dernier problème demeuré pendant, le Hamas ferait des compromis, et accepterait la volonté du peuple. Mesh'al affirme que le Hamas n'encourage pas l'activisme, ne désire pas établir d'Etat théocratique, est un mouvement de libération nationale et laissera le peuple palestinien décider de son propre gouvernement.

Le Liban accueille le visiteur avec le spectacle de mauvais augure du célèbre pont de Madaïrij, le plus haut de tout le Moyen-Orient, la fierté du Liban. Le centre du tablier de cette élégante flèche reste manquant, détruit par les pilonnages des jets israéliens dès le premier jour de la guerre. Beyrouth et le Sud montrent encore les plaies béantes de la guerre : ponts détruits, routes défoncées, d'énormes trous dans le tissu urbain de Beyrouth. Le vieux quartier de Bent al-Jabal (la Fille de la Montagne), envahi par les troupes israéliennes, est totalement bousillé. Il ressemble désormais à un éboulis de roches détritiques.

Encore une fois, le Liban est en proie aux affres de ses crises perpétuelles, en raison de son incapacité à rejoindre un minimum de consensus parlementaire et à élire son nouveau président. Bien que d'aucuns soient particulièrement rapides pour blâmer la Syrie et le Hezbollah, les accusant de créer un climat de peur et d'être responsables de cette absence

de consensus, les principaux responsables libanais ne pensent pas que le Hezbollah soit responsable de l'impasse actuelle. Tout au contraire, la majorité actuelle conserve le pouvoir en raison d'une législation archaïque, et elle a peur d'être mise en minorité.

Personne n'incarne mieux cette « majorité » que le député milliardaire Saad Harîrî, le fils de l'ex-Premier ministre assassiné Rafîq Harîrî. Saad Harîrî perçoit un glissement négatif sensible dans l'attitude d'Israël vis-à-vis de la recherche de la paix, à la suite de l'assassinat de Rabin. Néanmoins, il pense qu'Abu Mazen veut la paix et qu'Annapolis, même si l'on doit la remettre à plus tard, doit avoir lieu un jour. « Les deux parties peuvent se mettre d'accord ». Il est moins optimiste, en ce qui concerne son propre pays : « L'argent et les armes se déversent dans les bras des alliés de la Syrie ». Hariri n'a pas quitté Beyrouth depuis deux ans et demi, et il a reçu des menaces de mort. Cinquante de ses collègues parlementaires sont calfeutrés à l'Hôtel Phoenicia, craignant pour leur vie. Excepté le Premier ministre Fu'âd Siniora, qui accuse la Syrie et le Hezbollah de générer cette peur, d'être non-coopératifs et de vouloir maintenir sans solution les problèmes afin que le Hezbollah puisse conserver ses armes, les autres principaux responsables du gouvernement soutiennent la position du Hezbollah.

L'ex-général et actuel parlementaire Michel Aoun nous a décrit la loi adoptée en 2000 qui a manipulé la nation de façon à ce que le Parti du 14 Mars et ses alliés puissent acquérir une majorité de 72 sièges au Parlement, tout en n'ayant reçu qu'un tiers des voix des citoyens. Cela fait du gouvernement actuel un gouvernement illégitime. Il est favorable à la proposition du Hezbollah, selon laquelle la seule solution équitable à cette impasse consiste en l'adoption d'une nouvelle loi électorale, suivie de nouvelles élections qui aboutissent à un partage des sièges conforme au suffrage populaire. Le Président Emile Lahoud affirme que la majorité parlementaire actuelle bénéficie du soutien des grandes puissances occidentales et travaille contre la constitution. C'est la raison pour laquelle l'opposition - c'est-à-dire le Hezbollah - a le droit de ne pas désirer un consensus. Le ministre libanais des Affaires étrangères, Fawzî Salloukh, a quant à lui lu devant nous avec beaucoup de soin un document préparé à l'avance. Il ne pense pas que l'Iran veuille dominer le Liban, et que les Etats-Unis devraient établir de bonnes relations avec l'Iran.

Les dirigeants libanais étaient particulièrement furieux contre l'attitude agressive d'Israël envers le monde arabe, et ce qu'ils percevaient comme un soutien américain à cette attitude. Ils sont très concernés par les négociations qui décideront du sort des réfugiés palestiniens, car les réfugiés ne sont pas admis à la citoyenneté libanaise, au Liban, et parce qu'ils ont créé un chaos social et économique, qui perdure depuis des décennies. Le Premier ministre Fu'âd Siniora fut plus explicite et plus universel dans ses caractérisations de ce qu'il a appelé le conflit arabo-israélien. Il considère qu'Israël est coupable de la situation, et que ce pays mène le monde entier vers une catastrophe qui affectera tous les peuples. Il nous a accordé l'autorisation de le citer. Dans mes notes, j'ai retrouvé les observations suivantes :

« Le conflit arabo-israélien est le générateur de la plupart des problèmes, et le contrôle de Jérusalem est une question primordiale. Le conflit consume le plus gros des efforts de progrès dans la région, il ne se limite en aucun cas au Moyen-Orient, et il détourne l'attention de très nombreux autres questions vitales dans toutes les régions du monde.

Le conflit est né de la Déclaration Balfour, il a surgi de l'étendue de l'injustice infligée au

peuple palestinien ; il est en train d'entraîner encore plus de frustrations dans le monde arabe, et génère de l'extrémisme. L'invasion israélienne de 1980 a suscité la création du Hezbollah, et une énième série de problèmes. Aujourd'hui, la Syrie, ainsi que d'autres partenaires (essentiellement, le Hezbollah) ne font pas montre de coopération, et veulent conserver irrésolues les questions pendantes. Néanmoins, le président Bush a été injuste envers le Liban, inique envers les pays arabes et aussi à l'encontre de son propre pays, les Etats-Unis. Les Etats-Unis continuent à prêcher la démocratie, tout en défendant les dictatures. »

Le Hezbollah (le Parti de Dieu), demeure le foyer de contention de la politique libanaise. Néanmoins, le gouvernement libanais a qualifié le Hezbollah de mouvement de résistance, et non de milice, si bien que ce parti peut conserver ses armes en dépit de l'accord de trêve bannissant les milices armées. Les dirigeants du Hamas sont très fermes : ils ne reconnaîtront jamais Israël. De manière étonnante, ils sont en faveur d'un unique Etat démocratique dans lequel tous les citoyens soient égaux et où toutes les religions puissent être pratiquées sans interférence de l'Etat. Ils s'affirment politiquement séculiers (laïcs), et leurs décisions gouvernementales ne contredisent en rien cette thèse.

Annapolis se situe à quatre-vingt kilomètres de la capitale des Etats-Unis, mais elle est à des années-lumière des cœurs et des esprits des Arabes qui aspirent à une garantie de paix et de stabilité au Moyen-Orient. Telle est la conclusion de votre modeste observateur, retirée de son séjour dans l'ensemble des capitales du Moyen-Orient.

Article original en anglais, The Turbulent Winds of the Annapolis Conference, Palestine Chronicle, 22 novembre 2007.

<http://www.palestinechronicle.com/story-112107172316.htm>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier.

Dan Lieberman est actif dans les mouvements alter depuis de nombreuses années. Il est le rédacteur en chef d'Alternative Insight, une lettre d'information mensuelle adossée à un site ouèbe. Dan a publié des articles essentiellement consacrés aux conflits moyen-orientaux. Vous pouvez le joindre par mél à cette adresse : danlan2000@att.net

La source originale de cet article est [Palestine Chronicle](#)
Copyright © [Dan Lieberman](#), [Palestine Chronicle](#), 2007

Articles Par : [Dan Lieberman](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca